



ELECTIONS LEGISLATIVES

LES EXIGENCES DES PARENTS D'ELEVES

La FCPE attend de la prochaine majorité qu'elle s'engage à mettre en œuvre des mesures urgentes pour l'école. Le sujet est trop important pour les générations à venir, et les attentes de la communauté éducative sont nombreuses. Parmi les revendications de la FCPE, les parents d'élèves ont plébiscité les priorités ci-dessous. Nous ajoutons à ces revendications des points plus centrés sur les problématiques lotoises. Par soucis de transparence nous vous informons que vos réponses ou non-réponses seront publiées sur notre site et communiquées à la presse.

Renforcer le statut des représentants des parents.

Les parents investis souhaitent que leur rôle de représentant à l'école soit mieux pris en compte avec un statut renforcé.

Comment envisagez-vous l'amélioration du statut de parent investi afin de lui permettre quel que soit son statut professionnel de se rendre disponible pour siéger dans les différentes instances où il pourrait être amené à se rendre. Un parent (nous nous surnommons les bénévoles de la République) devrait-il bénéficier au même titre qu'un représentant syndical de temps de décharge quel que soit son employeur lui permettant d'exercer sereinement son rôle de parent délégué ? Comment concilier tenue des instances et vie professionnelle des parents ? Quelle place et quel rôle les parents peuvent-ils avoir dans une réelle coéducation au sein du service public de l'éducation ?

Ecouter les souhaits d'orientation des élèves.

L'orientation est le casse-tête des familles mais aussi le parent pauvre de l'Éducation nationale, cela d'autant plus depuis la réforme du Lycée et l'apparition de Parcoursup. Et que dire de la prise en compte de la voie professionnelle dans le parcours scolaire des élèves toujours considérée comme une voie sanction et de relégation !

La réforme du Lycée s'est faite à moyens constants ce qui rend quasiment impossible la liberté de choix donnée aux élèves et aux familles. L'éventail de choix ne se réalise pas vraiment en fonction des souhaits des élèves et des familles mais s'impose en fonction des moyens existant déjà dans les établissements. Si la solution proposée par le Ministère de poursuivre en fonction de ses choix d'EDS sa scolarité sur plusieurs lycées est ingérable dans les grands centres, elle est totalement irréalisable dans un département tel que le Lot du fait du contexte géographique d'implantation des lycées et par le choix réduit évoqué plus haut. S'ajoute à cela la diminution des dotations horaires des établissements entraînant la fermeture d'EDS dans les lycées (latin à Figeac ou espagnol à Saint-Céré par exemple) ou choix d'EDS dirigés (Lycée de Gourdon).

Un lycéen lotois doit-il s'expatrier pour suivre la scolarité pour laquelle il a de l'appétence ? Les choix d'orientation au niveau local doivent-ils rester dans le cadre de l'offre économique locale ou doivent-ils permettre à chaque lycéen de suivre une scolarité choisie et non subie en fonction de ses goûts et de ses projets ?

Un bon parcours d'orientation passe aussi par un bon service public de l'orientation. Dans le Lot il y a encore quelques années il y avait trois CIO permettant un bon maillage territorial et limitant de fait les distances de déplacement pour les parents qui souhaitaient s'y rendre. Maintenant il n'en reste que deux avec une seule direction pour les deux sites (Cahors, Figeac). Le rôle des Psy-EN est de conseiller et d'accompagner les élèves et leurs familles dans leur projet d'orientation.

Estimez-vous que les CIO et leurs personnels doivent être transférés aux collectivités locales pour coller à la réalité économique du territoire ou demeurer un service indépendant de l'Education Nationale garantissant la neutralité de ses personnels vis à vis du choix des élèves et des familles ?

Un des principaux défauts de Parcoursup est son opacité. Chaque Université définit des attendus qui peuvent être différents pour la même formation.

Faut-il une harmonisation nationale des attendus et que ceux-ci soient publics ?

Un autre défaut de Parcoursup est comme on peut le voir cette année, qu'il laisse des milliers de bacheliers sur le carreau, sans affectation 10 mois après la rentrée universitaire.

Parcoursup est-il le bon outil ? Que faire pour que les universités puissent accueillir l'ensemble des futurs étudiants pouvant y accéder ?

Prévoir un nombre suffisant d'enseignants remplaçants.

Le nombre d'heures légales devant élèves doit être respecté et il est urgent de redéfinir un cadre réglementaire de brigades de remplaçants. Comme le montre la plate-forme [Ouyapascours](#) de la FCPE, ce sont des dizaines de milliers d'heures de cours qui chaque année ne sont pas assurées. Enseignants non nommés ou non recrutés à la rentrée, absences non remplacées, le préjudice pour le bon déroulement de la scolarité des élèves est immense. Devant les dotations de postes toujours revues à la baisse, les DASEN piochent même dans ce vivier insuffisant pour abonder des postes non pourvus créant déjà la pénurie

avant que l'année scolaire ne débute. La politique menée depuis plusieurs quinquennats d'abonder les manques des grands centres en récupérant des postes sur le monde rural a depuis longtemps atteint ses limites.

Quelles sont vos propositions pour garantir une continuité pédagogique de qualité ? Faut-il revoir les dotations en postes de titulaires remplaçants en procédant à un recrutement de qualité passant par des conditions attractives ?

Dans le département, depuis quelques années, le ratio ouverture-fermeture de poste est à zéro dans le 1^{er} degré. Cela implique que, pour ouvrir une classe, il faut en fermer une ailleurs au détriment souvent d'un bon maillage territorial et d'un allongement des temps de transport pour de jeunes enfants.

Que faudrait-il faire pour garantir un service public de l'éducation pour tous et sur tous les territoires ? Doit-on sacrifier un territoire sur l'autel de l'optimisation ? Si vous êtes élu, vous engagez vous à interpeller le ou la ministre de l'Éducation pour arrêter cette politique de recrutement qui se limite à déshabiller Paul pour habiller Jacques et à engager une vraie politique de recrutement d'enseignants, Psy-En, personnels de santé et personnels administratifs ?

Accentuer la politique d'accueil des enfants en situation de handicap ainsi que la politique générale d'inclusion.

Toutes propositions confondues, l'école inclusive fait consensus chez les parents d'élèves, qui réclament entre autres, de valoriser le métier d'AESH et de former l'ensemble des personnels de l'inclusion.

Considérez-vous que le métier d'AESH mérite d'être reconnu en titularisant celles et ceux qui l'exercent ? En revalorisant leur salaire ? En créant un vrai statut fonction publique pour ce métier ? En leur donnant accès à des formations leur permettant de s'accomplir professionnellement et humainement ?

Dans le Lot, l'accueil des élèves en situation de handicap ou à besoins éducatifs particuliers ne répond que partiellement aux besoins. Si nous pouvons nous féliciter de l'ouverture d'une UEMM sur le secteur de Figeac à la rentrée prochaine, il est anormal que celle-ci s'ouvre, certes avec un moyen humain en dotation nationale, mais avec un deuxième poste pris sur les moyens des titulaires remplaçants (voir chapitre précédent).

Toute nouvelle création ne devrait-elle pas être dotée avec de nouveaux moyens ? De même est-il normal que sur la deuxième circonscription, il n'y ait pas de continuité du service public d'éducation après l'ULIS Collège, que les élèves de cette structure soient obligés soit de partir à Cahors soit d'intégrer une option en décalage avec leur situation dans un établissement scolaire privé sous contrat ? Si vous êtes élu vous engagez vous à vous mobiliser pour l'ouverture d'une ULIS Pro au Lycée Champollion de Figeac ?

Mais l'inclusion ce n'est pas que le handicap. C'est accueillir tous les élèves quels que soient leurs parcours scolaires, c'est aussi l'accueil des enfants primo arrivant.

Est-il normal que dans le Lot il n'y ait pas de continuité pédagogique post collège pour les élèves de SEGPA ? A quand un EREA dans le département, pourquoi un élève lotois est conduit à se scolariser dans l'Aveyron ou dans une autre académie ?

De même, ne faut-il pas créer des classes UP2A sur l'ensemble des établissements du département dès que le besoin s'en fait sentir ? Ne faut-il pas former et recruter des enseignants pour ces structures ?

Limiter les effectifs par classe

Première priorité plébiscitée par les parents : l'allègement du nombre d'élèves par classe, et rendre ainsi possible l'accompagnement des élèves en difficulté par les enseignants, tout particulièrement après presque 3 années scolaires en discontinues suite à la crise sanitaire. Même si on peut considérer le dédoublement de certaines classes du 1^{er} degré lors de la mandature sortante (dédoublement qui s'est fait à moyens constant sans création de postes) comme un premier pas, cela reste bien trop insuffisant. L'an prochain dans le département, de trop nombreuses classes de lycée afficheront des effectifs à 35, 36 voire 37 élèves. Merci la baisse de dotations dans le 2nd degré obligeant les chefs d'établissement à des choix cornéliens. La crise COVID aurait pourtant dû être un argument supplémentaire en faveur de la diminution des effectifs, au dédoublement des classes. Conditions d'apprentissage dégradées seront le quotidien des écoliers, des collégiens et des lycéens l'an prochain.

Faut-il donner les moyens humains nécessaires aux établissements pour diminuer les effectifs par classe ? Quel est selon vous l'effectif maximum d'une classe pour permettre un enseignement de qualité ?

